

GESTION DES DÉCHETS DANS LA CAPITALE

Le recours à la concession n'est pas écarté

Le recours au mode de la concession pour la gestion des déchets dans la capitale n'est pas écarté. C'est ce que la secrétaire d'Etat chargée de l'environnement, invitée hier du Forum du quotidien Liberté, a laissé entendre, dans le contexte de la récente grève des agents communaux à Alger.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Tout en comprenant les motivations socioprofessionnelles et salariales de la grève, M^{me} Dalila Boudjemaâ estime, cependant, que ces revendications font l'objet de négociations. Pour autant, et dans la mesure où la gestion des déchets relève de la responsabilité des APC, M^{me} Boudjemaâ estime que la commune se retrouve «dépassée», contrainte notamment en termes financiers. En ce sens, l'invitée de *Liberté* a relevé 30% seulement de taux de recouvrement au niveau communal des taxes d'enlèvement des ordures ménagères (500 à 1 000 DA/ménage/an), avec un déficit de 3 000 DA/ménage/an. Certes, la grève n'a pas eu d'impact grave puisque «heureusement» l'entreprise Netcom, un établissement public sous tutelle de la Wilaya d'Alger et qui compte un effectif de 3 000 agents, a pu intervenir pour la collecte des déchets et que le service minimum a été assuré. Néanmoins, la secrétaire d'Etat considère de

facto que l'entreprise Netcom est appelée à assurer une gestion des déchets de manière «sérieuse», davantage professionnalisée et répondant aux normes internationales. Voire, la nécessité de «filialiser» cette profession, de la restructurer s'impose selon la secrétaire d'Etat qui indique que des réunions se tiendront les prochains jours entre les cadres de son département et des représentants des collectivités locales en vue de maturer «une feuille de route» en matière de gestion des déchets urbains.

Estimant que l'«idéal» serait de permettre à une entreprise privée d'apporter son savoir-faire, Dalila Boudjemaâ indique que ces réunions devraient toutefois étudier les différentes alternatives potentielles (création d'une société par actions, gestion déléguée...), déterminer leurs coûts et leurs modalités. Il s'agit, selon elle, de réfléchir «au cas par cas», sans focaliser sur un mode précis mais sans toutefois rejeter tacitement le mode de la concession, adopté par ailleurs

pour la distribution de l'eau et l'assainissement.

La décharge d'Ouled Fayet réhabilitée fin 2013

Auparavant, la secrétaire d'Etat à l'environnement avait longuement explicité la stratégie développée par son département en matière de gestion et valorisation des différents types de déchets. Dans ce cadre, Dalila Boudjemaâ a assuré que la décharge d'Ouled Fayet (ouest d'Alger) sera définitivement «réhabilitée» et fermée d'ici la fin 2013. Certes, le dépôt d'ordures s'y poursuivra encore mais de manière limitée, en attendant que le centre d'enfouissement technique de Hamici (Zeralda), d'une capacité de 10 millions de tonnes et au fonctionnement moderne, soit opérationnel. «Nous veillerons à ce que les travaux avancent», relève la secrétaire d'Etat même si elle précise que son département ministériel ne «gère» pas les CET dont l'administration est dorénavant dévolue à des Epic de wilaya.

Par ailleurs, Dalila Boudjemaâ avait estimé que le développement du tri et de la valorisation des déchets représente un potentiel de 760 000 tonnes par an de matières recyclables et un marché de 3,5



Photo : DF

La décharge d'Ouled Fayet sera fermée d'ici la fin 2013.

milliards de dinars par an. Tout en indiquant que son département œuvre à développer ce segment industriel, l'hôte de *Liberté* a relevé que l'engouement des investisseurs est assez manifeste. Et cela, même si des projets privés se retrouvent bloqués au niveau de certaines collectivités locales ou mal maturés. En ce sens, la secrétaire d'Etat relève la nécessité de revoir la nomenclature des projets régis par le dispositif Ansej, sur la base de leur rentabilité environne-

mentale et d'un maillage optimal. Par ailleurs, Dalila Boudjemaâ a indiqué que son département est «conscient» des risques d'ordre environnemental, découlant de l'utilisation de la technique de la fracturation hydraulique pour l'exploration des gaz non conventionnels.

Selon elle, des techniques alternatives peuvent être développées même si le développement des gaz de schiste et autre n'est envisageable que sur le moyen et long terme.

C. B.

RESSOURCES EN EAU

La réutilisation des eaux épurées pour assurer l'équilibre

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a révélé dimanche en marge d'une visite de travail à Tipasa, qu'un projet de décret sera bientôt soumis au gouvernement, portant organisation et encadrement de la pêche continentale et la promotion de la pratique de l'aviron et autres activités nautiques autour des barrages, de façon à préserver la ressource hydrique et l'environnement. M. Necib a également indiqué qu'un autre projet de décret prévoyant la réorganisation des modes de gestion des barrages et la dotation des structures de gestion de plus de moyens financiers et humains est sur la table du gouvernement. Par ailleurs, le ministre a insisté sur l'impératif d'accélérer la réalisation des grands ouvrages en cours dans le secteur, en vue d'atteindre, à l'horizon 2015, l'objectif de l'alimentation en eau potable en H24 de la wilaya dont la gestion a été confiée dernièrement à la SEAL. Et d'instruire ses collaborateurs de promouvoir la réutilisation des eaux usées épurées pour l'irrigation afin d'assurer l'équilibre. «Nous sommes en phase de promotion de la réutilisation des eaux usées épurées et je prends sur moi l'aide de toute initiative dans ce sens. Il nous faut exploiter ces eaux pour préserver la ressource et assurer l'équilibre avec l'alimentation en eau potable», a-t-il déclaré. Il convient de signaler que le ministre a inspecté plusieurs projets relevant de son secteur, à l'instar du barrage de Kaf Eddir, à Damous, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 74%.

L. H.

FILIÈRE POMME DE TERRE

Installation d'un Conseil national interprofessionnel

Entre amélioration de la semence, consolidation des structures de la pyramide de production, modernisation des cultures, extension de la superficie exploitée et rénovation et, création de nouvelles chambres froides de stockage et de distribution, le Conseil national interprofessionnel de la filière pomme de terre lance un plan Marshall à concrétiser dans l'avenir immédiat.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, a procédé hier lundi, à l'installation officielle du Conseil national interprofessionnel de la filière pomme de terre (CNIFPT). Après un processus de structuration et de coordination au niveau local qui a duré une année, la filière a élu le président de son conseil national, en l'occurrence Bachir Sraoui. Dans son intervention, Rachid Benaïssa a souligné que le CNIFPT qui «est constitué de l'ensemble des professionnels de la filière pomme de terre (producteurs, transformateurs, stockeurs...) fait office d'un espace de coordination, de dialogue et de concertation et, vise à professionnaliser davantage la filière et à consolider la

dynamique enclenchée depuis la mise en œuvre de la politique de renouveau agricole et rural». De son côté, le président du conseil national interprofessionnel de la filière pomme de terre, a annoncé le programme tracé à court terme. Il s'agit, en effet, de l'amélioration de la production nationale de la semence en matière de quantité et de qualité, la consolidation des structures de la pyramide de production, la révision du dispositif de régulation du Syrpac et la modernisation des techniques et outils de culture pour notamment, la plantation et l'arrachage.

Ce dernier a aussi fait savoir que le conseil ambitionne l'extension de la superficie exploitée, à travers la recherche de nouvelles zones de production dans les Hauts-Plateaux et le Sud. C'est d'ailleurs, dans ce sens, que le ministre a suggéré aux membres du conseil, lors de la rencontre, de tenter l'expérience à Tamanrasset, qui a déjà connu quelques réussites dans la production de la pomme de terre. «Nous avons connu quelques exploits de production de la pomme de terre dans le Sud durant ces dernières années, et l'élargissement de la production dans ces régions est donc très possible et per-

mettra du moins, une autosuffisance locale», a-t-il signifié.

1 million de mètres cubes de chambres de stockage à l'échelle 2014

Le ministre de l'Agriculture a fait savoir, par ailleurs, que dans le cadre du programme tracé par la Société de gestion des participations des productions animales (SGP Proda), sa filiale Frigomed a rénové depuis 2010, pas moins de 100 000 m³ de ses propres chambres froides de stockage et 200 000 autres m³ appartenant à d'autres propriétaires. Le ministre qui a annoncé une plateforme de logistique pour la réalisation de 11 nouvelles chambres froides dans les grandes villes, a fait savoir que six unités seront bientôt réceptionnées dont trois au sud du pays. Benaïssa a aussi déclaré que des travaux de réalisation de 29 chambres de distribution seront bientôt entamés, précisant que son secteur ambitionne d'atteindre un million de mètres cubes de chambres froides de stockage et de distribution d'ici 2014. Des appels d'offres seront immédiatement lancés, toujours selon le ministre.

M. M.

COMMUNAUX D'ALGER

L'UGTA ferme les portes

Les représentants des travailleurs des communes d'Alger n'ont pu rencontrer, hier, le secrétaire général de l'UGTA, se contentant d'un sit-in la matinée, devant le siège de la Centrale syndicale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une rencontre qui se voulait pourtant, une simple entrevue avec Abdelmadjid Sidi-Saïd en vue, dira Youcef Achour, le coordinateur des sections syndicales des travailleurs des communes d'Alger «de lui faire part de leurs revendications et surtout, de connaître son

propre avis sur le conflit syndico-syndical, qu'a sous-entendu la grève de huit jours observée par ladite coordination activant pourtant, sous la bannière de l'UGTA. Car l'union de la wilaya d'Alger s'est, dès le départ, inscrite contre ce mot d'ordre de débrayage, allant jusqu'à tout entreprendre pour le saborder. Un débrayage qui, s'enorgueillira Achour dans une brève intervention clôturant ce sit-in, fut une totale réussite, appelant les sections syndicales au sein des communes à capitaliser cet acquis surtout, insistera-t-il, que personne ne s'attendait à

une adhésion aussi massive des travailleurs au mot d'ordre de grève. «Nous avons gagné la bataille de la représentativité. Il est temps de gagner celle de l'endurance, car il s'agira de durer dans le temps pour faire aboutir nos revendications», dira-t-il.

L'orateur regrettera que les portes de la Centrale syndicale soient fermées devant eux, prouvant on ne peut plus clairement, soutiendra-t-il, «le fossé qu'il y a entre la base et le sommet de l'UGTA». «Nous savons, désormais à quoi nous en tenir, nous qui ne devons compter que sur notre

seule et unique détermination à faire triompher notre plateforme de revendications», poursuivra Achour. A l'issue de ce sit-in, les secrétaires généraux des sections, syndicales des travailleurs des communes d'Alger ont convenu de se retrouver samedi prochain à Aïn Benian, expliquera Achour, afin de faire le point et de s'entendre, si la tutelle se confinait d'ici là dans son silence et son «mépris» sur la date de l'entame de la toute prochaine action de protestation. Une action qui sera, à ne point douter, une grève ouverte.

M. K.